

Dietmar Hüser :

Frankreichs « doppelte Deutschlandpolitik » - Konzeptionen, Instruktionen und Realisationen im Spannungsfeld innen- und außenpolitischer Wechselwirkungen 1944-1950

Thèse de doctorat soutenue à l'université de la Sarre en 1994, à paraître en octobre 1995 aux éditions Duncker & Humblot, Berlin

L'ouverture des archives françaises, au milieu des années 80, a nettement modifié l'image traditionnelle d'une France qui, entre 1945 et 1949, aurait délibérément mené une politique de revanche envers le voisin vaincu. Diverses études ont révélé des tentatives constructives de réorientation dans différents domaines, notamment au niveau de la politique d'occupation dans le sud-ouest de l'Allemagne. Quant au niveau de décision parisien, cet esprit d'ouverture a été mis en évidence dans une mesure bien moindre dans les recherches menées jusqu'à présent. Hormis quelques exceptions, la politique y était placée sous des signes purement négatifs et favorisait ainsi la thèse d'une dichotomie évidente entre l'action concrète menée dans la zone d'occupation et les approches du pouvoir central. Une étude approfondie révèle cependant le caractère simpliste d'une telle hypothèse.

La présente étude s'attache à soumettre à la critique les schémas récurrents d'interprétation de la politique allemande de la France entre 1944 et 1950, à proposer une nouvelle image globale, et à resituer les prétendues 'années noires' dans le cadre des relations franco-allemandes d'après-guerre.

La thèse se divise en trois grandes parties. La première traite des conditions intérieures et extérieures, institutionnelles, ainsi des investissements en personnel des activités françaises en Allemagne, ainsi que de la relation dialectique entre modernisation nationale et politique internationale. La deuxième et principale partie étudie la politique allemande proprement dite, notamment les processus décisionnels au sein des gouvernements parisiens. Il faut distinguer trois niveaux: celui des conceptions générales dans les ministères concernés, celui des instructions transmises au gouvernement militaire de Baden-Baden, et celui des réalisations dans différents domaines de la politique allemande et d'occupation, ainsi que leur réception par la population autochtone. La dernière partie expose, en détail, les schémas d'interprétation significatifs, hexagonaux et internationaux, des activités analysées.

On peut résumer les principaux résultats de la recherche comme suit :

- 1) Les acteurs français perçoivent les années 30 comme la cause essentielle de la défaite et de l'occupation. Ils veulent surmonter durablement le malthusianisme et la décadence perçus au moyen d'un redressement moral et économique du pays, d'un nouveau mythe national de modernisation.
- 2) Le fossé se creuse entre les exigences du Gouvernement provisoire d'une part, et les espérances des Français après la Libération face aux difficultés dans tous les domaines de la vie quotidienne et économique, d'autre part. Cette situation favorise la mise en œuvre et l'acceptation de stratégies d'instrumentalisation.
- 3) A Paris, la stabilité des postes concernés par la politique allemande, les structures de communication, les ressemblances dans les expériences de socialisation, dans la pyramide des âges et les modèles de carrière du personnel français constituent un contrepoids au chaos institutionnel et permettent d'envisager une certaine cohérence durable dans la politique menée
- 4) Ce sont effectivement les années de 1944 à 1946 qui représentent la phase décisive de la politique allemande d'après-guerre et qui font apparaître les prétendues césures, intervenues entre 1946 et 1950, comme des inflexions secondaires et programmées dès le départ.
- 5) L'objectif principal de politique allemande et de sécurité recueille un consensus très large auprès des acteurs parisiens: il s'agit d'inverser durablement les rapports de forces économiques en Europe en faveur de la France. Bien qu'existant depuis 1943, cet objectif ne s'impose définitivement qu'après la démission du général de Gaulle en janvier 1946, sous la forme du primat de l'économie au détriment du primat de la politique .
- 6) Les approches parisiennes se caractérisent par une grande souplesse et ouverture, considérées, depuis les programmes de la Résistance à Alger, comme l'atout principal de l'action future. En outre, la conception de la sécurité, élaborée depuis la mi-1945, mise autant sur la suprématie économique de la France que sur la création dans le

pays voisin de structures politiques les plus décentralisées possibles et sur l'instauration de mécanismes de coopération et de rapprochement à long terme au travers d'une politique culturelle et de démocratisation conforme aux idéaux français.

7) Les revendications officielles d'une séparation des territoires rhénans, bien que constamment placées sur le devant de la scène, avaient perdu très tôt l'appui au sein du gouvernement parisien même, qu'il s'agisse de doutes explicites quant au sens et au but de telles intentions, ou de la prise de conscience croissante de l'impossibilité de les imposer face aux Trois Grands.

8) Il y a, de toute évidence, une « double politique » menée à l'égard de l'Allemagne depuis fin 1945/début 1946. Elle s'exprima, d'une part, dans les positions maximalistes à l'intention de l'opinion publique française et des partenaires sur la scène diplomatique, mais auxquelles plus personne ne croyait vraiment, et d'autre part, dans des objectifs plus réalistes et concrets, que l'on pensait pouvoir atteindre effectivement, comme notamment l'internationalisation de la Ruhr avec des droits de contrôle pour l'extraction et la distribution du charbon.

9) Les conflits entre les centres décisionnels à Paris ne s'expliquent pas seulement par des divergences d'opinions sur la politique à mener. Il s'agissait tout autant de désaccords sur la tactique à suivre dans les négociations diplomatiques, la question cruciale étant de savoir comment la France devait utiliser au mieux sa propre faiblesse politique sur la scène internationale.

10) L'image conventionnelle des « Quatre Grands » de la politique allemande en France entre 1944 et 1950 qui s'exprime régulièrement dans l'opposition entre, d'une part, un de Gaulle et un Bidault destructeurs, et, de l'autre, un Schuman et un Monnet constructifs, n'a pas beaucoup de valeur explicative.

11) Dès 1945, il y a des inquiétudes croissantes de Paris concernant le rôle futur de l'Union soviétique en Europe. Par conséquent, la définition du concept de sécurité n'est plus fixée exclusivement sur l'Allemagne et révèle, malgré les apparences, l'inexistence d'une politique de bascule entre l'Est et l'Ouest.

12) En substance, il y a des convergences manifestes entre Paris et Baden-Baden dans bien des domaines. En témoignent les multiples réalisations dans la zone d'occupation qui n'auraient probablement pas pu être réalisées sans l'aval du Quai d'Orsay.

13) Si la politique d'occupation était souvent peu cohérente, les raisons sont à chercher non seulement dans le découpage maladroit de la zone, dans les déficits des techniques de communication et de gestion et dans des conflits entre personnes, mais aussi dans des directives ambiguës données par Paris.

14) Le cercle vicieux des malentendus réciproques entre occupants et occupés explique largement le contraste entre la perception allemande, essentiellement négative de la politique française, et les mesures, au moins en partie, positives du côté français, un cercle que la France ne pouvait surmonter sans provoquer des crises graves dans l'hexagone.

15) En tout état de cause, les interactions complexes entre politique intérieure et politique extérieure constituent le facteur explicatif capital pour analyser l'action de

la France à l'égard de son voisin d'outre-Rhin pour la période allant de la Libération au plan Schuman.

16) Etant en permanence confrontés, dans l'hexagone, à une opinion publique germanophobe, à une dégradation du climat social et à une hégémonie communiste, susceptible de mettre en cause, en tout temps, modernisation nationale et régime provisoire, les acteurs avaient à tenir largement compte de cette situation en présentant leur projets allemands au public.

17) Les contraintes électorales et de coalition du système politique en transition jouaient pleinement dans le sens d'un discours maximaliste, soit - au temps du tripartisme - en tant que moyen d'intégration du parti communiste, soit - au temps de la troisième force - en tant qu'épée de Damoclès vu l'hostilité dogmatique du PCF et du RPF, avocats auto-proclamés des maximalismes à l'égard de l'Allemagne.

18) Sur le plan international, dès août 1945, les acteurs parisiens se rendaient compte de la possibilité de transformer les crises intérieures réelles en atouts extérieurs potentiels. En tout cas, l'enjeu que représentait une France forte et prospère pour Washington et sa crainte de voir s'étendre davantage l'influence communiste donnaient l'occasion à Paris d'user du « pouvoir relatif du faible » face à la « faiblesse relative du fort ».

19) Les intérêts réciproques entre la France et les Etats-Unis permettaient à ces derniers de mener « une politique des petits crédits » pour perpétuer la dépendance française en matière économique et financière, mais non de faire en sorte de contraindre Paris, par pression ou par chantage, à s'aligner officiellement et sans contrepartie, sur les positions allemandes d'outre-Atlantique.

20) Les succès relatifs sur le plan international de la double politique allemande, comme ils se manifestaient en 1948/49 surtout avec le plan Marshall, le pacte de l'Atlantique du Nord, le statut international problème de la Ruhr, ainsi que dans la création d'un Etat fédéral allemand par opposition à l'image du 'Reich centralisé', n'auraient été possibles sans le recours constant aux revendications maximalistes, à la germanophobie de l'opinion publique, au chaos socio-économique et à l'invocation de la menace communiste dans les échanges diplomatiques.

La France n'a cependant pas réussi à réaliser son objectif sécuritaire principal : établir sa suprématie économique en Europe occidentale. Le plan Schuman de mai 1950 en est l'illustration parfaite. Il marque le premier pas vers un leadership français non pas économique, mais politique sur le continent, qui a, au moins jusqu'en 1989/90, fait contrepoids à la supériorité économique et financière de l'Allemagne. C'est là la véritable signification de cette initiative, qui, néanmoins, s'inscrit à plusieurs égards dans le droit fil des projets français depuis 1943/44.

Ne serait-ce que dans son propre intérêt, Paris n'a, à aucun moment, opté pour une politique revancharde envers le voisin vaincu. Finalement, le comportement de la France était, dès le début, bien plus complexe que l'on n'a eu tendance à croire pendant longtemps. Déjà fin 1945/début 1946, on est, nous semble-t-il, fondé à parler d'une 'double politique allemande'.

Résumé de l'auteur

Traduction : Sara Diabaté-Claudiel (CIRAC)